



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...* • (Page 07)

**Europe**

**L'euro s'envole après les annonces de réarmement**

*La monnaie unique a grimpé de 5 % depuis le 1er mars pour s'afficher à 1,09 dollar pour 1 euro, tout comme le zloty polonais et la couronne suédoise. ...* • (Page 08)

**IA**

**Meta lance les tests de sa première puce d'entraînement**

*Le groupe américain a commencé à tester sa première puce interne pour l'entraînement de systèmes ...* • (Page 08)

**Entretien avec Mme Kanko Mawulawoè SALLAH, Directrice du BRMN-Togo (Pages 03,05)**

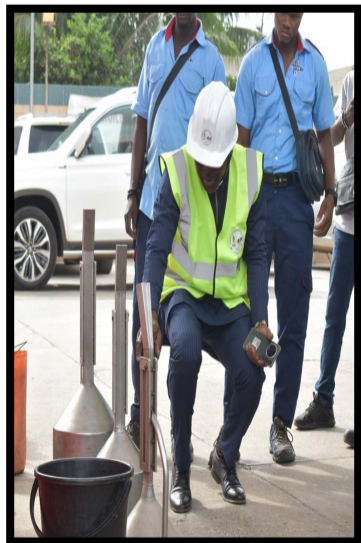
# Zoom sur la mise à niveau des entreprises au Togo



**Grand Lomé**

• (Pages 04)

# Descente inopinée de l'ATOMET dans les stations-service



**Entreprise**

**BOA-Togo prend part aux Rencontres Pays Capital Humain 2025**

*Les 13 et 14 mars 2025, la banque BOA-Togo participe activement aux Rencontres Pays Capital Humain, un ...* • (Page 02)

**Togo**

**L'ICAT, un acteur clé dans la transformation du secteur agricole**

*L'Institut de conseil et d'appui technique (ICAT) a joué un rôle déterminant dans la dynamisation de l'agriculture togolaise en facilitant ...* • (Pages 04)

**Côte d'Ivoire**

**La SFI finance son premier projet immobilier**

*Pour réduire le déficit de plus de 830 000 logements en Côte d'Ivoire, la SFI accorde un prêt en monnaie locale équivalent à 27 millions de ...* • (Page 06)

**Entreprenariat**

**Le Togo intensifie ses efforts pour l'inclusion des femmes**

*Le gouvernement togolais poursuit sa démarche d'inclusion économique et administrative des femmes entrepreneures, en lançant une opération foraine ...* • (Page 11)



**BOA Express**  
TRANSFERT D'ARGENT RAPIDE ET SÉCURISÉ



**5000**  
points de service en UEMOA  
Également accessible sur l'appli BOA  
Pour mieux vous servir.



**BANK OF AFRICA**  
BMCE GROUP

in f www.boatogo.com

BÉNIN • BURKINA FASO • CÔTE D'IVOIRE • MADAGASCAR • MALI • NIGER • RDC • RWANDA • SÉNÉGAL • TOGO

Entreprise

# BOA-Togo prend part aux Rencontres Pays Capital Humain 2025

Les 13 et 14 mars 2025, la banque BOA-Togo participe activement aux Rencontres Pays Capital Humain, un événement majeur organisé par le cabinet Expertise Locale Togo.

• Joël Yanclo

Placée sous le thème « Construire un capital humain pour des organisations qui gagnent », cette rencontre rassemblera experts, dirigeants d'entreprise et professionnels des ressources humaines pour échanger sur l'importance du capital humain dans la croissance des organisations. BOA-Togo sera représentée par deux figures de son organisation à savoir Mme Delali KLU, Directrice Pôle Engagement, qui interviendra sur le thème « Le capital humain, levier de croissance des PME ». Son intervention sera axée sur l'importance d'une gestion efficace des talents pour renforcer la compétitivité et la pérennité des petites et moyennes entreprises et M. Khalid Kezire, Chief Digital Officer et Head of Marketing & Communication, qui apportera son expertise sur la thématique « L'adéquation formation-emploi : état des lieux et solutions », un enjeu crucial pour l'employabilité

et le développement des compétences en entreprise. Le programme de ces rencontres inclut des discussions approfondies sur les stratégies de gestion du capital humain, les défis liés à l'adéquation entre formation et emploi, ainsi que les meilleures pratiques pour renforcer la compétitivité des PME.

### Un enjeu pour la croissance des entreprises

Le développement du capital humain est aujourd'hui un facteur clé de performance pour les entreprises, notamment en Afrique où les PME constituent une part importante du tissu économique. La capacité à attirer, former et retenir des talents qualifiés est déterminante pour assurer la croissance et la durabilité des entreprises. L'adéquation formation-emploi reste un défi majeur, avec un écart persistant entre les compétences requises par les entreprises et celles disponibles sur le marché du travail. Ces rencontres permettront

d'explorer des solutions innovantes pour rapprocher le monde académique et le monde professionnel.

### Un cadre propice aux échanges et aux solutions innovantes

Les Rencontres Pays Capital Humain 2025 s'inscrivent dans un contexte où l'investissement dans le capital humain devient une priorité pour les entreprises et les gouvernements. En mettant en avant des experts et des leaders du secteur, cet événement offre une plateforme unique pour échanger, proposer des solutions concrètes et favoriser la mise en place de stratégies efficaces pour un développement durable des entreprises togolaises et africaines. Avec sa participation active, BOA-Togo réaffirme son engagement en faveur de l'employabilité, du renforcement des compétences et de l'optimisation du capital humain, éléments essentiels pour la prospérité des organisations.

## AUX DÉCIDEURS ...

### Le modèle BANK OF AFRICA – TOGO

L'égalité des genres n'est pas un luxe, mais une nécessité pour un développement économique et social harmonieux. À l'occasion de la Journée Internationale des Droits des Femmes, célébrée cette année sous le thème « Pour toutes les femmes et filles : droits, égalité et autonomisation », il est essentiel de mettre en avant les acteurs qui, par leurs engagements concrets, participent à la construction d'une société plus juste et inclusive. BANK OF AFRICA – TOGO s'illustre comme l'un de ces modèles d'institutions engagées, non seulement par sa politique interne en faveur de la parité, mais aussi par ses initiatives en faveur de l'entrepreneuriat féminin, de la santé et de l'éducation.

Dans un monde bancaire historiquement dominé par les hommes, BANK OF AFRICA – TOGO brise les stéréotypes en favorisant la représentation des femmes à tous les niveaux de son organisation. Avec plus de 40 % de femmes dans son personnel, la banque incarne une vision moderne où le mérite et la compétence priment sur le genre. Cette approche inclusive est essentielle pour bâtir des institutions fortes et résilientes, capables de répondre aux défis d'un environnement économique en constante évolution. L'émancipation des femmes passe nécessairement par leur indépendance économique. Consciente de cet enjeu, BANK OF AFRICA – TOGO multiplie les initiatives pour faciliter l'accès au financement des entrepreneurs. À travers ses partenariats stratégiques avec l'AF CET, la FEFA, LIM IMPACT et la Fondation AGIR ENSEMBLE POUR L'AFRIQUE, elle contribue activement au développement des PME-PMI dirigées par des femmes. Dans un pays où l'entrepreneuriat féminin est un moteur essentiel de croissance, ces engagements sont déterminants pour renforcer la compétitivité et la résilience des entreprises portées par des femmes.

L'autonomisation des femmes ne peut être dissociée de leur bien-être physique et psychologique. BANK OF AFRICA – TOGO l'a bien compris en s'engageant dans la lutte contre le cancer du sein, un combat qui touche de nombreuses femmes au Togo et en Afrique. Par ailleurs, la banque ne se limite pas aux enjeux économiques et sanitaires : elle prend aussi à cœur l'éducation et l'insertion des filles vulnérables. Le programme NASMA, qui a permis en 2025 la prise en charge médicale de trois petites filles atteintes de surdité à Casablanca, est une initiative qui illustre parfaitement cette vision humaniste et solidaire.

Au-delà de son rôle d'acteur financier, BANK OF AFRICA – TOGO démontre qu'une banque peut être un véritable levier de transformation sociale. Son implication dans des domaines aussi variés que la santé, l'éducation, le sport et la culture en fait un modèle de responsabilité sociétale. En accompagnant les femmes vers plus d'autonomie et d'opportunités, elle prouve que la finance peut être au service d'un développement inclusif et durable.

Alors que le combat pour l'égalité des genres se poursuit, il est essentiel que d'autres institutions s'inspirent de ces bonnes pratiques et prennent part à cette dynamique de changement. L'avenir de l'Afrique repose sur sa capacité à mobiliser toutes ses forces vives, sans exclusion ni discrimination. BANK OF AFRICA – TOGO nous en donne un exemple concret, et son engagement en faveur des femmes doit être salué et encouragé.

M.T

# Image du jour

### Le Togo en chiffres

#### DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

\* Nombre d'enfants par femme. \*\* Nombre de décès pour 1000 enfants. \*\*\* Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : [tresor.economie.gouv.fr](https://tresor.economie.gouv.fr)

## Entretien avec Mme Kanko Mawulawoè SALLAH, Directrice du BRMN

# Zoom sur la mise à niveau des entreprises au Togo

Dans le cadre du renforcement de la compétitivité et de la résilience de l'économie togolaise, le Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises (BRMN-Togo) accompagne les entreprises dans leur transformation. Pour mieux appréhender ce processus, Madame Kanko Mawulawoè SALLAH, Directrice du BRMN-Togo, apporte un éclairage sur la mise en œuvre des actions de restructuration et de mise à niveau des entreprises togolaises.

**L'économiste du Togo : Pouvez-vous nous présenter brièvement le rôle et les missions principales du Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises (BRMN Togo) ?**

**Mme Kanko Mawulawoè SALLAH :** Le BRMN a pour mission la mise en œuvre et le suivi du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau (PNRMN). Ce programme vise à accompagner les unités industrielles togolaises afin qu'elles répondent aux nouvelles orientations gouvernementales et saisissent les opportunités économiques actuelles de renforcement de leur compétitivité et de leur productivité. A ce titre, il est chargé, entre autres, de : i) assurer le suivi de l'exécution des plans de mise à niveau et la promotion du Programme, ii) gérer le système d'information du PNRMN, et iii) assurer la gestion des relations avec les prestataires de services et sous-traitants recrutés dans le cadre de ses activités.

**Comment le BRMN Togo est-il structuré et quels sont les principaux organes de décision ?**

Le BRMN est sous la tutelle du ministère chargé de l'industrie. Son fonctionnement est supervisé par un Comité de Pilotage National (CPN), qui regroupe des représentants de l'administration publique, des organisations patronales et des institutions financières.

Le CPN définit les orientations stratégiques et aide l'Etat à concevoir et à mettre en œuvre la politique de restructuration et de mise à niveau des entreprises.

Dans le cadre de ses missions, le CPN : i) anime la concertation entre les divers acteurs impliqués dans le Programme, ii) définit les entreprises cibles, les modalités et les critères d'intervention du Programme, iii) administre les ressources financières, et iv) organise le suivi et l'évaluation des performances du dispositif.

Le Bureau dont les attributions sont définies plus haut, quant à lui, est dirigé par un Directeur.

**Quelles sont les principales synergies que vous entretenez avec d'autres institutions publiques et privées dans le domaine de la restructuration et de la mise à niveau des entreprises ?**

La mise en œuvre du PNRMN repose sur l'implication de plusieurs parties prenantes pour assurer le succès du programme, notamment les institutions publiques, le secteur privé, les institutions financières et les partenaires techniques et financiers. Cette synergie permet de mobiliser les expertises, les ressources et les mécanismes de financement nécessaires pour accompagner efficacement les entreprises dans leur processus de restructuration et de mise à niveau.

**Quel est l'état d'avancement actuel du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau (PNRMN) ?**

Le PNRMN, adopté en 2013, a été actualisé en 2024



• Mme Kanko Mawulawoè SALLAH, Directrice du BRMN-Togo

avec la définition de nouveaux objectifs afin de mieux répondre aux nouvelles orientations gouvernementales. Le PNRMN actualisé propose des solutions pratiques et durables pour renforcer le secteur industriel. Il participe à la concrétisation de l'axe 1 de la feuille de route gouvernementale qui vise à « dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces vives de l'économie » et plus spécifiquement à son ambition 3 qui entend « créer de véritables industries extractives et transformatrices ».

**Quelle est la population cible du PNRMN ?**

La cible du PNRMN est essentiellement constituée, à date, de TPME formelles et informelles de transformation évoluant dans les domaines prioritaires de l'Etat. Il s'agit essentiellement de :

\* Nano-Entreprises dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est inférieur à 5 millions de francs CFA avec 01 employé permanent.

\* Micro-Entreprises qui emploient en permanence moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 5 millions de francs CFA et inférieur à 30 millions de Francs CFA.

\* Petite-Entreprises disposant d'un effectif permanent supérieur ou égal à 10 et inférieur à 50 personnes et

dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 30 millions et inférieur à 150 millions de francs CFA.

\* Moyenne-Entreprises disposant d'un effectif permanent supérieur ou égal à 50 et inférieur à 200 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxe est supérieur ou égal à 150 millions et inférieur à 1 milliard de francs CFA.

Toutefois, le PNRMN ambitionne d'accompagner les grandes entreprises industrielles togolaises, dans les années à venir.

**Quels sont les critères d'éligibilité au PNRMN ?**

Les critères d'éligibilité au PNRMN sont les suivants :

- Adhésion volontaire du chef d'entreprise au programme.
- Existence et activité depuis au moins deux ans.
- Enregistrement auprès du Centre de Formalités des Entreprises (CFE).
- Statut d'entreprise de droit togolais, avec des capitaux nationaux ou étrangers.
- Absence de liquidation ou de procédure de règlement judiciaire en cours.
- Activité dans le secteur industriel ou dans un secteur retenu par le programme.
- Présentation d'états financiers certifiés par un commissaire aux comptes ou un Centre d'Appui.
- Engagement à respecter les conditions du processus de mise à niveau.

**Quelles sont les réalisations concrètes de ce programme et quels sont les objectifs pour 2025 ?**

A date, en termes de réalisations, le BRMN a appuyé plusieurs TPME industrielles dans la modernisation de leurs équipements, améliorant ainsi leur capacité de production.

Le programme a facilité l'accès des entreprises aux financements nécessaires pour leurs projets de développement, grâce à des partenariats avec des institutions financières locales et internationales. De nombreux employés ont bénéficié de formations techniques et managériales, renforçant les compétences au sein de leurs entreprises.

Concrètement, à ce jour, le Bureau a accompagné 69 entreprises, formés 40 consultants aux méthodologies de la mise à niveau des entreprises et 115 entreprises ont adhéré au Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau.

En 2025, le BRMN Togo vise à :

- **Accompagner au moins 20 TPME indus-**

Suite à la page 5

## Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dettes publiques (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

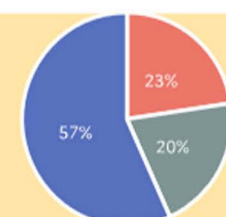
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

## Grand Lomé

## Descente inopinée de l'ATOMET dans les stations-service

Dans le cadre de ses activités visant à garantir la conformité des dispositifs utilisés dans les transactions commerciales, ainsi que dans les activités de pesage et de mesurage, l'Agence togolaise de métrologie (ATOMET) a effectué le mardi 11 mars 2025 une série de visites de contrôle dans 11 stations-service situées dans le Grand Lomé. Cette mission de contrôle inopinée fait suite aux plaintes des populations relayées sur les réseaux sociaux concernant des anomalies dans la distribution de carburant.

● Hélène Martelot

Les stations ont été sélectionnées de manière aléatoire par l'Association togolaise des consommateurs (ATC). Conformément à la loi cadre n°2009-016 du 12 août 2009, l'ATOMET est une structure technique relevant de la Haute autorité de la qualité et de l'environnement (HAUQE). Elle réalise des contrôles réguliers sur divers instruments de mesure, tels que les ponts bascules, les balances, les volucompteurs et les distributeurs de carburant. Ces visites de contrôle visent à évaluer la fiabilité des dispositifs de distribution de carburant utilisés dans les stations-service. Sur les 11 stations d'essence inspectées ce mardi, deux ont été identifiées comme non conformes. En particulier, trois pistolets de distribution ont été jugés non conformes dans la station Total Energie Apedokoin, tandis que quatre autres ont été relevés dans la station Total Energie Lomé 2. L'ATOMET a immédiatement pris les mesures nécessaires, en scellant les distributeurs concernés afin d'empêcher leur utilisation jusqu'à leur réparation. Il est important de souligner que l'Agence utilise des équipements de contrôle de référence homologués et certifiés, assurant ainsi la précision des vérifications des quantités de carburant distribuées.

## Des actions de contrôle pour garantir la transparence

Ces inspections s'inscrivent dans une série d'actions d'inspection qui continueront à travers tout le pays pour garantir la transparence et la protection des consommateurs. L'ATOMET invite ainsi les entreprises détenant

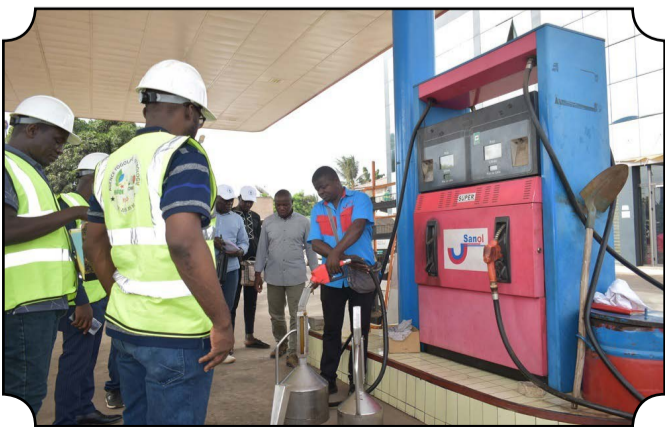


des instruments de mesure à respecter scrupuleusement les normes en vigueur, afin d'éviter les sanctions pénales prévues par la loi cadre et la loi sur la métrologie légale. Le directeur général de l'ATOMET, Sébastien Bataba Bebei a également évoqué les problèmes rencontrés avec certains contenants utilisés par les consommateurs, comme les bidons. Il a expliqué : « Peut-être des contenants tels que les bidons qui servent à acheter les produits, il faut relever que ces contenants, d'abord, ne sont pas des références et l'autre problème c'est que ces contenants, sous l'action de l'âge ou de l'usage, augmentent en quantité ou en volume de manière considérable par rapport à l'indication concernant leur capacité nominale ». « Ils ne sont pas faits pour être remplis complètement, donc il y a toujours un espace vide. Et si nous voulons les remplir complètement, nous allons prendre au-delà de la capacité nominale qui est mentionnée sur le contenant », a souligné M. Bebei.

## Assurer la conformité et renforcer la confiance des consommateurs

Laré Arzouma Botre, président de la HAUQE, a souligné que l'objectif de ces visites de contrôle était d'assurer la conformité et de renforcer la confiance des

consommateurs. « La visite de contrôle inopinée que nous venons de faire nous a permis de constater deux faits majeurs. Le premier constat est positif : sur les 11 stations-service que nous avons contrôlées, 9 sont conformes, et seules 2 stations avaient quelques pompes présentant des soucis, que nous avons pu sceller », a indiqué M. Botre. « Nous invitons également les opérateurs économiques concernés par ces mesures à s'approcher de la HAUQE pour que nous puissions travailler en synergie afin de corriger les non-conformités et permettre la continuation de leur travail tout en protégeant le consommateur », a-t-il expliqué. Il a ajouté que les pompes scellées le resteront jusqu'au moment où les gérants ou promoteurs viendront à la HAUQE pour faire appel aux techniciens et travailler avec ceux de l'ATOMET pour corriger les non-conformités. « Une fois les corrections effectuées, nous procéderons à une nouvelle vérification pour nous assurer que la quantité affichée est effectivement la quantité délivrée au consommateur. En dehors de cela, des sanctions financières, telles que des dommages-intérêts, seront appliquées conformément à la loi de contrôle de métrologie », a-t-il laissé entendre. Les inspections menées par l'ATOMET témoignent de l'engagement des autorités togolaises à protéger les consommateurs et à garantir la transparence dans les transactions commerciales. Ces contrôles continueront sur l'ensemble du territoire pour s'assurer que les stations-service respectent les normes de métrologie et que les consommateurs reçoivent la quantité exacte de carburant qu'ils payent.



## Togo

## L'ICAT, un acteur clé dans la transformation du secteur agricole

L'Institut de conseil et d'appui technique (ICAT) a joué un rôle déterminant dans la dynamisation de l'agriculture togolaise en facilitant l'accès au financement pour plus de 12 000 agriculteurs, dont près de 5 000 femmes. Avec un investissement de plus d'un milliard de FCFA, l'ICAT a non seulement injecté des ressources financières, mais a également permis de structurer le secteur en vue d'une meilleure intégration dans les chaînes de valeur agricoles.

● Hélène Martelot

L'ICAT a favorisé la création de 1 408 coopératives regroupant près de 30 000 producteurs, tout en facilitant des partenariats avec des agrégateurs, générant ainsi un chiffre d'affaires global de 4,2 milliards FCFA. Ce réseau de coopératives a permis de renforcer la compétitivité du secteur, en assurant une meilleure organisation des producteurs et une meilleure visibilité sur le marché. Mais le soutien de l'ICAT ne se limite pas à l'aspect financier. En 2024, près de 20 000 producteurs ont bénéficié d'une aide pour la mécanisation agricole, ce qui a permis de labourer plus de 37 000 hectares. Parallèlement, 693 champs-écoles et 170 unités de démonstration ont été installés pour encourager l'adoption de techniques agricoles modernes, favorisant ainsi une transition vers des pratiques plus efficaces et



durables. Une autre avancée importante de l'ICAT est la mise en œuvre des Zones d'Aménagement Agricole Planifiées (ZAAP), dont 229 ont été suivies en 2024. Ces zones, couvrant 26 502 hectares et impliquant plus de 27 000 producteurs (dont plus de 11 000 femmes), visent à améliorer l'utilisation des terres agricoles et à faciliter l'adoption de nouvelles technologies pour renforcer la productivité. Les résultats sont également visibles dans l'amélioration de la couver-

ture en semences certifiées, avec une augmentation significative des taux pour des cultures clés comme le maïs (de 4,2 % à 12 %) et le riz (de 6 % à 15 %), contribuant à une meilleure sécurité alimentaire pour le pays. Avec des perspectives ambitieuses pour 2025, le gouvernement togolais mise sur la diversification des financements, une mécanisation accrue et l'adoption de nouvelles technologies agricoles pour renforcer cette dynamique et pérenniser les progrès réalisés.

## Environnement

## Le Togo et l'UE font le point sur les projets en cours

Le ministre de l'environnement et des ressources forestières, Foli-Bazi Katari, a tenu en fin de semaine écoulée une séance de travail avec une mission d'inspection de la commission européenne, conduite par l'ambassadeur de la délégation de l'Union européenne (UE), Jones Gwilym. La rencontre a permis d'évaluer l'état d'avancement des projets financés par l'UE et d'explorer de nouvelles stratégies de coopération.

Les échanges ont porté sur plusieurs sujets, notamment le Programme d'appui à la lutte contre le changement climatique (PALCC+), la gestion des aires protégées, le rôle des ONG et l'assistance technique. S'agissant du PALCC+, le ministre a évoqué quelques difficultés rencontrées au début, avant d'assurer que des ajustements ont été apportés et que le projet se déroule désormais normalement. Sur la gestion des aires protégées, l'officiel a mis en avant l'engagement du gouvernement à mieux structurer ces espaces naturels, notamment les parcs Oti-Kéran, Fazao-Malfakassa et Togodo, à travers une nouvelle loi et l'opérationnalisation très bientôt de l'Office national des aires protégées. Foli-Bazi Katari a en outre insisté sur l'implica-



tion des communautés riveraines et la nécessité pour les ONG engagées dans le domaine de respecter la réglementation en vigueur. « La priorité du gouvernement est d'organiser et d'aménager les aires protégées afin qu'elles soient bien entretenues et surveillées, avec l'implication des populations riveraines », a indiqué le ministre. Financé à hauteur de 30 millions d'euros,

soit environ 19,6 milliards FCFA, le PALCC+ vise à mieux gérer les aires protégées de Fazao-Malfakassa, d'Abdoulaye et de Togodo. Il ambitionne également de renforcer la résilience des populations face aux effets du changement climatique. En rappel, le Togo et l'UE sont liés depuis 2021 par un nouveau cadre de partenariat.

(Togo Officiel)

## Suite de la page 3

rielles dans le cadre des diagnostics stratégiques, l'élaboration et la mise en œuvre des plans de mise à niveau ;

- **Accélérer la transformation numérique** en intégrant des outils digitaux et en favorisant l'innovation ;
- **Faciliter l'accès aux financements** en développant des partenariats avec les institutions financières ;
- **Renforcer les capacités des entrepreneurs** à travers des formations ciblées et un accompagnement personnalisé ; et
- **Optimiser le suivi-évaluation** pour mesurer les impacts et ajuster les stratégies d'intervention.

#### Comment évaluez-vous l'impact de ces initiatives sur la performance et la compétitivité des entreprises togolaises ?

L'impact des initiatives du BRMN sur la performance et la compétitivité des entreprises togolaises se traduit par plusieurs avancées significatives :

- l'amélioration de la productivité et des performances financières ;
- le renforcement des capacités managériales et techniques ;
- l'accès aux financements et aux marchés ; et
- la conformité aux normes de qualité et aux exigences environnementales.

#### La première session du Comité de Pilotage s'est tenue le 13 février 2025, de quoi avez-vous débattu au cours de cette session ?

Le Comité de Pilotage du BRMN a effectivement tenu sa toute première session de l'année, le 13 février 2025. Il s'agissait d'abord de faire le bilan des activités réalisées en 2024, ensuite d'étudier et d'adopter celles prévues pour 2025 ainsi que le budget associé. Cette première session ordinaire du Comité de pilotage a été également l'opportunité d'échanger avec les membres sur les pistes d'amélioration de l'accompagnement offert par le BRMN.

#### Pouvez-vous détailler le plan de travail du BRMN pour 2025 tel qu'il a été validé lors de cette session ?

Pour cette année 2025, le plan de travail se focalise principalement sur : i) la mise en place des mécanismes d'incitations et d'encouragement, ii) le renforcement des organes de gestion, de coordination et de suivi, iii) la réalisation de pré-diagnostics et diagnostics approfondis assortis de plans de mise à niveau et de plans d'affaires et iv) la recherche de partenaires techniques et financiers adéquats. Toutes ces actions visent à de fournir un accompagnement répondant aux besoins spécifiques des entreprises.

#### Quelles sont, selon vous, les principales mesures qui permettront de renforcer l'accompagnement des entreprises dans leur mise à niveau et restructuration ?

Le renforcement de l'accompagnement des entreprises passe par un accès facilité au financement, des formations ciblées et un accompagnement personnalisé basé sur des diagnostics approfondis. Le BRMN devra intensifier ses partenariats avec les institutions financières et techniques pour offrir un soutien global. Un suivi rigoureux et une adaptation continue des interventions garantiront une mise à niveau efficace. Enfin, l'innovation et la transformation numérique seront essentielles pour améliorer la compétitivité et l'accès aux marchés.

#### Quels sont les défis majeurs auxquels le BRMN Togo devra faire face dans les prochaines années ?

Le BRMN-Togo devra surmonter plusieurs défis majeurs afin de renforcer la compétitivité des entreprises et assurer leur adaptation aux évolutions du marché. Ces défis se déclinent en trois (3) axes principaux :

- **L'intégration dans la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf)** : l'ouverture des marchés impose aux entreprises togolaises une mise à

niveau stratégique. Le BRMN devra les accompagner dans cette transition pour maximiser les opportunités offertes par la ZLECAf à travers le respect des normes et qualités des produits;

- **la transition numérique et l'innovation technologique** : La digitalisation et l'innovation sont devenues des leviers essentiels de compétitivité. Le BRMN devra soutenir les entreprises dans leur modernisation et leur transition vers des outils technologiques adaptés.

- **Enfin, les exigences environnementales et le développement durable** prennent une place croissante dans les stratégies économiques. Le BRMN devra aider les entreprises à adopter des pratiques écoresponsables et à répondre aux nouvelles normes environnementales pour assurer leur pérennité.

#### Quelles actions supplémentaires envisagez-vous pour optimiser l'efficacité de l'accompagnement et la mise à



#### niveau des entreprises ?

Pour optimiser l'accompagnement et la mise à niveau des entreprises, le BRMN envisage de :

- renforcer les partenariats stratégiques avec les institutions financières, les centres de recherche et les organisations internationales ;
- plaider pour la création d'un fonds de restructuration et de mise à niveau pour financer les investissements stratégiques nécessaires à la modernisation et à la compétitivité des entreprises ;
- instaurer un suivi et une évaluation rigoureux en temps réel pour ajuster rapidement les interventions en fonction des résultats obtenus.

#### Comment voyez-vous l'évolution du secteur industriel et économique togolais dans le cadre des réformes engagées par le gouvernement ?

L'évolution du secteur industriel et économique togolais s'inscrit dans une dynamique de transformation portée par les réformes engagées par le gouvernement. L'amélioration du climat des affaires, l'optimisation du cadre réglementaire et le renforcement des infrastructures favorisent l'émergence d'un tissu industriel plus

compétitif. L'intégration à la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) ouvre de nouvelles perspectives pour les entreprises locales, tandis que la promotion de l'innovation et de la technologie est un levier stratégique pour accroître la productivité.

Dans cette optique, le Togo, dans les 10 années à venir, serait un pays doté d'un secteur industriel diversifié et compétitif. Toutefois, la réussite de ces réformes nécessitera un accompagnement soutenu des entreprises, notamment en matière de financement et de renforcement des compétences.

#### À votre avis, quel rôle le renforcement des capacités des entreprises joue-t-il dans la compétitivité globale de l'économie togolaise ?

L'économie Togolaise étant une économie ouverte, il est nécessaire que les premiers acteurs de la création de valeur que sont les entreprises s'adaptent aux évolutions du marché ; ceci à travers l'amélioration de la gestion et de l'organisation, qui sont des facteurs de renforcement de capacités des entreprises. Des entreprises plus performantes généreront davantage de richesse, renforçant ainsi la compétitivité de l'économie togolaise.

#### Comment les initiatives du BRMN contribuent-elles à une croissance économique durable et à l'inclusion des TPME dans l'économie nationale ?

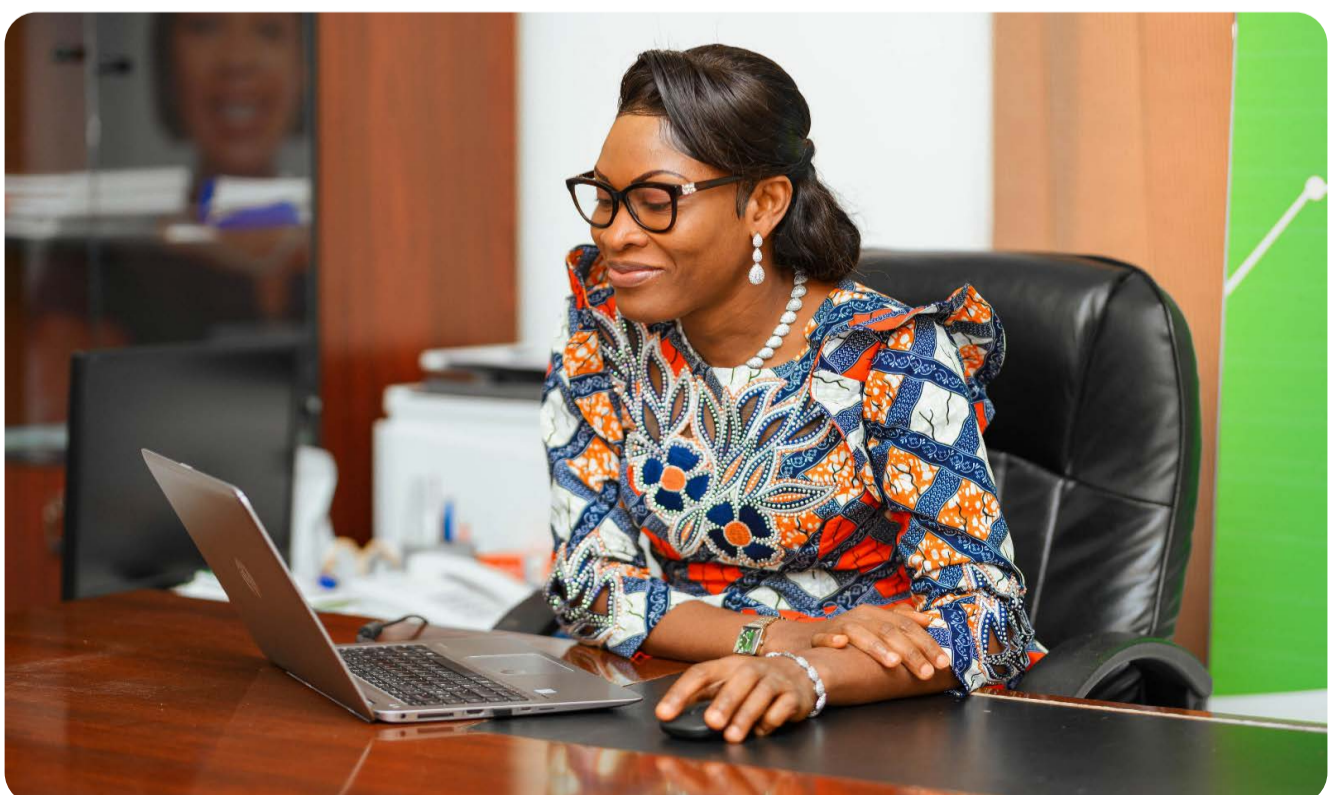
Les initiatives du BRMN contribuent à une croissance économique durable en accompagnant les TPME dans leur modernisation et leur structuration. Grâce aux actions de conseil, de suivi et de mise à niveau, ces entreprises améliorent leur compétitivité et renforcent leur capacité à s'intégrer aux chaînes de valeur locales, régionales et internationales. En favorisant leur développement, le BRMN leur permet de jouer un rôle clé dans les projets de développement national, par la création des emplois décents et la stimulation de l'économie togolaise de manière inclusive et durable.

#### Quelles recommandations feriez-vous aux décideurs pour garantir le succès de la mise en œuvre du PNRMN à l'échelle nationale ?

Pour garantir le succès de la mise en œuvre du PNRMN à l'échelle nationale, il est essentiel de renforcer la synergie entre les différentes institutions d'accompagnement des entreprises. Une meilleure coordination permettra d'optimiser les interventions et d'assurer une complémentarité des actions. Par ailleurs, l'accès au financement demeure un enjeu majeur. La mise en place d'un fonds dédié à la restructuration et à la mise à niveau des entreprises faciliterait la réalisation des investissements nécessaires à leur transformation.

Il est également crucial de développer un dispositif d'orientation efficace afin que chaque entreprise, en quête d'accompagnement, puisse être dirigée vers la structure la plus adaptée à ses besoins spécifiques.

Réalisation: Joël Yanlo



## Côte d'Ivoire

## La SFI finance son premier projet immobilier

Pour réduire le déficit de plus de 830 000 logements en Côte d'Ivoire, la SFI accorde un prêt en monnaie locale équivalent à 27 millions de dollars à Addoha CIV pour soutenir la construction de logements abordables.

La Société financière internationale (SFI) a accordé son premier financement direct à un promoteur immobilier en Afrique de l'Ouest. Annoncé le lundi 10 mars 2025, ce prêt en monnaie locale d'un montant équivalent à 27 millions \$ bénéficiera à la société Douja Promotion Groupe Addoha Côte d'Ivoire (Addoha CIV), filiale du groupe marocain Addoha. L'objectif de cet investissement est de construire et livrer 5600 logements abordables dans la région du Grand Abidjan. 4600 unités seront destinées aux ménages à revenu moyen et inférieur, tandis qu'un millier ciblera les familles à bas revenu. A terme, plus de 23 000 personnes bénéficieront d'un logement décent, contribuant ainsi à réduire la pénurie de logements qui touche particulièrement cette région.

## Un déficit de logements

La Côte d'Ivoire fait face à un déficit de logements estimé à plus de 830 000 unités, un chiffre qui augmente de 40 000 à 50 000 unités par an, selon Siriki Sangaré, président de la Chambre nationale des promoteurs et constructeurs agréés de Côte d'Ivoire. Cette situation entraîne une pression sur le marché immobilier, avec une demande bien supérieure à



l'offre, provoquant une flambée des prix des loyers et des biens à l'achat. L'urbanisation rapide et la croissance démographique accentuent encore ce déséquilibre, rendant l'accès au logement de plus en plus difficile pour les ménages à revenu modeste. « En mobilisant des investissements privés, nous contribuons à combler le déficit croissant de logements pour les ménages modestes et à favoriser le développement socioéconomique du pays », a déclaré Sergio Pi-menta, vice-président de la SFI pour l'Afrique. Il a souligné le rôle clé des entreprises marocaines comme Addoha dans le développement économique du continent.

## Un défi à l'échelle régionale

Le problème du logement ne concerne pas seulement la Côte d'Ivoire. Dans l'ensemble de la zone UE-MOA

(Union économique et monétaire ouest-africaine), le déficit atteint 3,5 millions d'unités, selon la Banque mondiale. Pour combler ce retard, il faudrait construire 250 000 logements supplémentaires chaque année, ce qui reste un défi en raison du manque de financements à long terme pour les banques commerciales. Dans les huit pays membres de l'Union, la demande en logements décents est forte, ce qui entraîne des coûts élevés notamment pour les petites bourses. Plus largement, le déficit de logements en Afrique est estimé à plus de 53 millions d'unités, selon Shelter Afrique. Face à ce constat, des initiatives comme celle de la SFI et du Groupe Addoha représentent une avancée importante pour offrir des solutions concrètes à cette crise du logement qui touche des millions de familles sur le continent.

Avec Agence Ecofin

## Private Equity

## Baisse des engagements pour les infrastructures africaines en 2024

Cette baisse contraste avec la moyenne de la part des financements reçues par le secteur entre 2017 et 2023. L'Afrique représente pourtant une opportunité, alors que les banques d'investissement sont progressivement saturées et les banques commerciales étouffées par de nouvelles réglementations sur le risque.

La part des infrastructures dans les investissements de private equity en Afrique a chuté à 38% en 2024, contre 45% en 2023, atteignant 1,4 milliard \$ par rapport à 2,3 milliards \$ enregistrés un an auparavant, selon des données publiées le mardi 11 mars 2025 par le GPCA, une association mondiale qui regroupe les acteurs de ce secteur de financement. Le continent est pourtant riche en opportunités, porté par un potentiel de croissance significatif avec une démographie en forte hausse, une demande supplémentaire potentielle estimée à 600 millions de personnes et un avantage compétitif dans les énergies renouvelables. La contreperformance de 2024 tranche avec les 7 années pré-



cédentes, prises globalement. Le secteur des infrastructures avait connu une nette progression des investissements en private equity, passant de 600 millions \$ en 2017 à 2,3 milliards \$ en 2023, démontrant un intérêt croissant des investisseurs. Parmi les segments les plus attractifs, les énergies renouvelables dominent largement, avec 6,7 milliards \$ d'investissements entre 2015 et 2024, soit le double du secteur des énergies conventionnelles. Les télécommunications, la logistique et la chaîne industrielle captent également des investissements substantiels.

Cette dynamique reste toutefois insuffisante face aux besoins estimés en infrastructures du continent, évalués entre 97 et 105 milliards \$ par an jusqu'en 2030. Avec les institutions multilatérales limitées par leurs capacités et les banques commerciales freinées par les réglementations, les fonds privés gagnent en importance stratégique pour combler ce déficit. L'Afrique du Sud, le Nigeria et le Kenya ainsi que les projets panafricains restent les principales destinations de ces investissements privés, grâce à des marchés matures, une intégration économique régionale croissante et une meilleure visibilité en termes de gouvernance et de climat des affaires.

Avec Agence Ecofin

## Startups africaines

## Un début d'année record avec 408 millions de dollars levés

Les startups africaines ont démarré l'année 2025 sur les chapeaux de roues en levant 408 millions de dollars au cours des deux premiers mois. Ce montant marque un record historique depuis 2021, où le financement total pour la même période s'élevait à 400 millions de dollars. Cette tendance haussière témoigne de la résilience et de l'attractivité croissante de l'écosystème des startups sur le continent.

● Nicole Esso

En février 2025, 38 startups africaines ont réussi à mobiliser des fonds dépassant 100 000 dollars, totalisant 119 millions de dollars. Bien que ce chiffre soit en deçà de la moyenne des douze mois précédents et des mois de février depuis 2021, il s'inscrit dans une dynamique encourageante pour l'année en cours. Le nombre de transactions supérieures à 1 million de dollars a atteint 42, un niveau similaire à ceux de 2023 (42) et 2024 (43), et bien au-delà des années 2019 à 2021, où ce chiffre oscillait entre 20 et 31 transactions. Cette évolution illustre un accès au financement de plus en plus facilité pour les jeunes entreprises innovantes du continent. Les secteurs des fintechs, de la logistique et du transport ont dominé ces levées de fonds, représentant 80 % du total des investissements. Comme à l'accoutumée, les « Big Four » africains – Nigeria, Kenya, Égypte et Afrique du Sud – ont concentré la majorité des investissements.

## Les principales levées de fonds du début d'année

Parmi les startups ayant levé des montants significatifs, plusieurs entreprises africaines se distinguent : Gozem (Togo) : 30 millions de dollars (15 millions de fonds propres, 15 millions de dette) pour financer son ser-



vice de location de véhicules et son expansion. Khazna (Égypte) : 16 millions de dollars pour soutenir son développement et obtenir une licence bancaire numérique. Hakki Africa (Kenya) : 13 millions de dollars pour offrir des solutions de microfinance aux chauffeurs de taxi. Raenest (Nigeria) : 11 millions de dollars en série A pour accroître sa présence sur les marchés locaux et internationaux. Tether (Nigeria) : 10 millions de dollars combinant 3 millions en amorçage et 7 millions en dette. Affinity (Ghana) : 8 millions de dollars pour développer ses services fintech. Taager (Égypte) : 7 millions de dollars en pré-série B pour améliorer ses offres en logistique et transport.

## Une confiance renouvelée des investisseurs

Ces performances montrent que les startups africaines continuent d'attirer un fort intérêt des investisseurs, malgré un environnement économique mondial incertain. Avec un total de 408 millions de dollars levés en seulement deux mois, les tendances actuelles suggèrent que le financement des startups pourrait dépasser les 2,2 milliards de dol-

lars enregistrés en 2024. Plusieurs facteurs expliquent cet engouement : la maturité croissante de l'écosystème technologique africain, notamment dans des domaines stratégiques comme les fintechs et la logistique, l'essor des modèles de financement hybrides (fonds propres et dette), permettant aux startups de diversifier leurs sources de financement, un environnement réglementaire plus favorable, avec des initiatives gouvernementales et des réformes facilitant l'innovation et l'entrepreneuriat.

## L'Afrique, une terre d'innovation en pleine transformation

La dynamique observée en ce début d'année 2025 témoigne du potentiel de l'Afrique en tant que hub technologique et entrepreneurial. La montée en puissance des startups africaines, soutenue par des investisseurs locaux et internationaux, confirme le rôle clé de l'innovation dans le développement économique du continent. Avec une demande croissante pour des solutions financières inclusives, des services logistiques optimisés et des plateformes numériques adaptées aux réalités locales, l'Afrique continue d'attirer des capitaux qui favorisent son développement technologique et économique. Si cette tendance se maintient, 2025 pourrait être une année record pour le financement des startups africaines.

Avec africaitnews.com

## Changement climatique

## Equator finance l'innovation avec un fonds de 55 millions de dollars

Equator, une société de capital-risque spécialisée dans les technologies climatiques en Afrique subsaharienne, a récemment clôturé son premier fonds à hauteur de 55 millions de dollars. Ce fonds vise à soutenir les startups en phase de démarrage opérant dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et de la mobilité.

Parmi les investisseurs notables figurent l'International Finance Corporation (IFC), la British International Investment (BII) et Proparco. L'IFC a investi 5 millions de dollars dans le fonds, marquant sa première participation dans un fonds de capital-risque entièrement dédié aux entreprises technologiques du secteur climatique en Afrique. Equator prévoit d'investir dans environ 15 à 18 startups, avec des financements allant de 750 000 à 1 million

de dollars pour les entreprises en phase d'amorçage et jusqu'à 2 millions de dollars pour celles en série A. En plus du soutien financier, la société offre une assistance en matière d'économie unitaire, de gouvernance et de stratégies d'expansion. Les premières entreprises bénéficiaires de ce fonds incluent SunCulture, qui fournit des systèmes d'irrigation alimentés à l'énergie solaire aux agriculteurs, et Roam, spécialisée dans la conception et le développement de mo-

tos et bus électriques. Cette initiative intervient dans un contexte où l'Afrique subsaharienne, bien que responsable de moins de 3 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> liées à l'énergie, est fortement impactée par les effets du changement climatique. En investissant dans des solutions technologiques innovantes, Equator vise à renforcer la résilience climatique tout en stimulant la croissance économique dans la région.

# BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 12 mars 2025

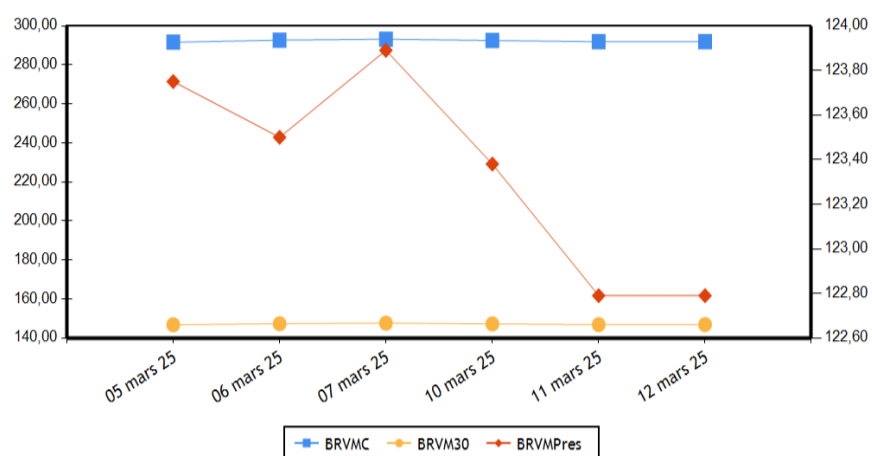
N° 50

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>291,84</b>
Variation Jour	0,00 %
Variation annuelle	5,73 %

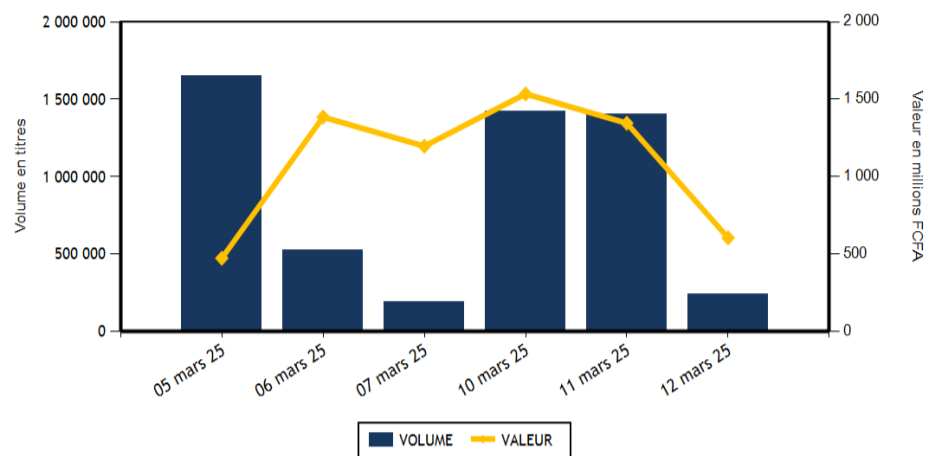
<b>BRVM 30</b>	<b>146,87</b>
Variation Jour	-0,01 %
Variation annuelle	5,86 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>122,79</b>
Variation Jour	0,00 %
Variation annuelle	6,92 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 945 993 327 112	0,00 %
Volume échangé (Actions & Droits)	224 899	-83,17 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	454 978 261	-49,68 %
Nombre de titres transigés	44	-2,22 %
Nombre de titres en hausse	18	-10,00 %
Nombre de titres en baisse	14	0,00 %
Nombre de titres inchangés	12	9,09 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 550 951 881 030	0,02 %
Volume échangé	15 000	-77,28 %
Valeur transigée (FCFA)	150 000 000	-65,98 %
Nombre de titres transigés	1	-75,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	710	6,77 %	57,78 %
SITAB CI (STBC)	9 995	4,11 %	36,92 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	510	3,03 %	2,00 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 850	2,78 %	-2,63 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	1 945	2,64 %	-11,59 %

## PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	1 010	-6,05 %	-5,16 %
FILTISAC CI (FTSC)	3 050	-3,79 %	64,86 %
CIE CI (CIEC)	2 610	-2,25 %	18,91 %
SICABLE CI (CABC)	1 185	-1,25 %	13,94 %
UNIWAX CI (UNXC)	410	-1,20 %	0,00 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	122,79	0,00 %	6,92 %	18 695	160 630 810	10,65
BRVM-PRINCIPAL	37	154,66	0,39 %	11,98 %	206 204	294 347 451	11,95

## INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	140,34	1,09 %	19,58 %	46 816	109 494 770	18,89
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	765,03	-0,39 %	0,14 %	8 139	70 806 980	10,86
BRVM - FINANCES	15	111,26	0,24 %	9,35 %	144 479	220 170 166	7,59
BRVM - TRANSPORT	2	329,77	0,00 %	0,36 %	824	1 102 290	4,16
BRVM - AGRICULTURE	5	224,79	0,25 %	14,07 %	14 911	28 038 305	15,66
BRVM - DISTRIBUTION	7	394,03	0,35 %	17,52 %	9 458	24 522 920	22,98
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	684,91	0,19 %	5,46 %	272	842 830	22,46

## INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	99,54	-0,36 %	-0,46 %	5 678	62 416 615	10,79
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	99,97	0,41 %	-0,03 %	35 677	18 066 395	22,48
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	109,34	0,24 %	9,34 %	144 479	220 170 166	7,59
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	118,67	1,18 %	18,67 %	22 275	99 356 005	19,44
BRVM - INDUSTRIELS	7	116,00	-0,66 %	16,00 %	6 522	16 316 265	8,15
BRVM - ENERGIE	4	122,89	0,00 %	22,89 %	7 807	30 262 450	19,92
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	118,03	-1,22 %	18,03 %	2 461	8 390 365	12,57

## Europe

## L'euro s'envole après les annonces de réarmement

La monnaie unique a grimpé de 5 % depuis le 1er mars pour s'afficher à 1,09 dollar pour 1 euro, tout comme le zloty polonais et la couronne suédoise. Les investisseurs s'attendent à davantage de dépenses militaires en Europe et craignent une possible récession aux États-Unis.

Les investisseurs se ruent sur l'euro et d'autres monnaies européennes comme la couronne suédoise et le zloty polonais. Ainsi, depuis le 1er mars, la monnaie unique a grimpé de 5 % pour s'afficher à 1,09 dollar pour 1 euro quand, sur la même temporalité, la couronne suédoise a augmenté de 7 % face au dollar et la monnaie polonaise de 5 %. « Les monnaies d'Europe centrale ont bénéficié, au cours de la semaine écoulée, du choc positif pour la croissance en Europe » des annonces d'investissements dans la défense, souligne Lee Hardman, analyste chez MUFG.

## Le réarmement de l'Europe attire les investisseurs x

« Le temps des illusions est révolu » et l'Union européenne doit augmenter significativement ses dépenses d'armement, a affirmé mardi à Strasbourg la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. La hausse de la monnaie unique, ainsi que des autres monnaies de l'UE se poursuit dans la



folée de la présentation du plan de la Commission européenne pour « réarmer l'Europe » qui doit permettre de mobiliser quelque 800 milliards d'euros sur quatre ans. « Les pays européens, sous l'impulsion de l'Allemagne, ont jeté leur discipline budgétaire par la fenêtre », affirme, Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote, et cela permet aux monnaies de l'Union européenne de s'apprécier fortement avec l'attente d'une croissance plus forte. Quant à la Pologne, le gouvernement avait déjà annoncé en août vouloir consacrer 4,7 % de son PIB à la défense en 2025, soit une augmentation de 0,6 point de pourcentage par rapport aux dépenses 2024.

## Crainte d'une récession aux États-Unis

Mais la flambée des mon-

naies européennes n'est pas uniquement due au réarmement du Vieux Continent. Cette dynamique vient aussi des États-Unis. « Les propos du président Trump, qui a déclaré qu'il y aurait une période de transition pour l'économie américaine et indiqué qu'il prévoyait toujours de mettre en œuvre de nouvelles hausses de droits de douane dans les mois à venir, ont renforcé les inquiétudes du marché », affirme Lee Hardman de MUFG. Après la peur d'une stagflation, c'est-à-dire une faible croissance et une forte inflation combinées, les analystes évoquent désormais la peur d'une récession aux États-Unis, ce qui plombe fortement le dollar. Hier soir, les indices américains Dow Jones, S&P 500 et Nasdaq ont respectivement perdu 2 %, 2,70 % et 4 %. Les mastodontes technologiques ont même perdu davantage que le reste du marché à l'image de Nvidia qui a glissé de 5 %. En revanche, « Le désastre de la Maison-Blanche a été une aubaine » pour les actions européennes, ajoute Ipek Ozkardeskaya.

(Avec AFP)

## Ukraine

## Washington va lever la suspension de l'aide

Volodymyr Zelensky a affirmé ce mardi que les États-Unis devaient « convaincre » la Russie d'accepter le cessez-le-feu de 30 jours proposé lors de pourparlers ukraino-américains en Arabie saoudite.

Les États-Unis rétro-pédalent par rapport à l'Ukraine. Washington va lever « immédiatement » la suspension de l'aide à Kiev, selon une déclaration commune des deux pays ce mardi 11 mars. Les États-Unis et l'Ukraine vont par ailleurs conclure un accord sur les minerais « dès que possible », indique la déclaration commune. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a affirmé ce mardi que les États-Unis devaient « convaincre » la Russie d'accepter le cessez-le-feu de 30 jours proposé lors de pourparlers ukraino-américains en Arabie saoudite.

## L'Ukraine accepte une proposition de trêve

« Les États-Unis doivent convaincre la Russie de le faire », a déclaré Volodymyr Zelensky lors de son adresse quotidienne diffusée sur les réseaux sociaux, ajoutant que l'Ukraine voit de manière « positive » cette proposition de trêve. « L'Ukraine accepte cette proposition. (...) Nous sommes prêts à prendre une telle mesure », a-t-il ajouté. Après cette réunion à Jeddah entre représentants ukrai-



niens et américains, les États-Unis « comprennent nos arguments, perçoivent nos propositions », a poursuivi Volodymyr Zelensky, qui a remercié Donald Trump pour la « conversation constructive » entre les équipes des deux pays. « L'Ukraine est prête pour la paix. La Russie doit montrer si elle est prête à mettre fin à la guerre ou à la poursuivre », a-t-il indiqué. Le chef de l'administration présidentielle ukrainienne, Andriï Iermak, qui a participé aux négociations à Jeddah, a également évoqué une réunion « constructive ». « Une paix juste est la clé pour nous. Nous voulons une paix durable », a-t-il souligné sur Telegram.

## Washington évoque des discussions productives

La Maison Blanche a pour

sa part affirmé mardi que les discussions en cours avec l'Ukraine étaient « productives », au moment où Donald Trump met la pression sur Kiev pour parvenir à un accord avec la Russie et mettre fin à la guerre. « Je peux vous assurer, à tous ici et au peuple américain, que les informations reçues de cette rencontre à travers la journée - et le président a été tenu informé - sont positives. Ces discussions ont été productives », a déclaré lors d'un point presse la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt. Le conseiller américain à la sécurité nationale, Mike Waltz, a également exprimé mardi soir l'espoir de mettre fin à la guerre en Ukraine après l'acceptation par Kiev d'une proposition de trêve de 30 jours avec la Russie et des négociations.

(Avec AFP)

## IA

## Meta lance les tests de sa première puce d'entraînement

Le groupe américain a commencé à tester sa première puce interne pour l'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle (IA). À terme, le groupe espère réduire ses coûts et la dépendance à ses actuels fournisseurs.

Un pas de plus franchi par Meta dans son projet de développer en interne ses propres puces. La maison mère de Facebook et Instagram a démarré les tests de sa première puce d'entraînement, spécialement conçue pour traiter les tâches spécifiques à l'intelligence artificielle (IA), a indiqué une source à l'agence de presse Reuters. Le groupe de Mark Zuckerberg a entamé un déploiement de cette puce à petite échelle et prévoit, si l'expérimentation en cours s'avère concluante, d'augmenter sa production pour une utilisation étendue, a déclaré la même source, appuyée par une autre. Meta collaborerait pour cela avec TSMC, le fabricant taïwanais de puces. Les deux intéressés se sont toutefois refusés à tout commentaire.

## Moins de coûts, plus d'indépendance

Ce n'est en tout cas pas une



surprise. Le géant américain de la tech a déjà indiqué dans le passé souhaiter commencer à utiliser ses propres puces d'ici 2026 pour l'entraînement de modèle d'IA. Ce développement en interne est pour lui un moyen de réduire ses coûts d'infrastructure et sa dépendance aux fournisseurs extérieurs. L'objectif initial de la puce d'entraînement concerne les systèmes de recommandation. Il s'agira plus tard de l'utiliser pour les produits d'IA générative, comme sa propre interface Meta AI, ont indiqué les dirigeants du groupe.

## L'IA comme priorité

Mark Zuckerberg a d'ailleurs fait de l'IA une priorité. Sur les 114 à 119 milliards de dollars (entre 104,7

et 109,3 milliards d'euros) d'investissements prévus en 2025, Meta utilisera jusqu'à 65 milliards de dollars pour l'IA. Principalement dans des centres de données, des serveurs et des infrastructures de réseau, essentiels au développement de cette technologie. Parmi ces projets figure un gigantesque câble sous-marin reliant cinq continents sur plus de 50 000 kilomètres. Baptisé Waterworth, il est présenté comme son projet de câble sous-marin « le plus ambitieux ». Selon le groupe, il représente un « investissement pluriannuel de plusieurs milliards de dollars ». Meta s'apprêterait par ailleurs à lancer une version indépendante de son interface d'IA générative Meta AI, afin de concurrencer directement les grands logiciels actuels (ChatGPT d'OpenAI, Gemini de Google ou encore Claude d'Anthropic).

(Avec AFP)

## Economie

## La Banque des règlements internationaux s'inquiète des droits de douane de Trump

Le chef économiste de la BRI, Hyun Song Shin, estime que les taxes américaines pourraient être mauvaises pour l'économie mondiale car elles constituent « un choc sur l'offre ».

La Banque des règlements internationaux (BRI) s'inquiète de la politique de Donald Trump. Les droits de douane peuvent être considérés « comme un choc sur l'offre », a expliqué Hyun Song Shin, le nouveau chef du département monétaire et économique de cette institution considérée comme la banque centrale des banques centrales. Et si ces droits de douane sont de surcroît « entourés d'incertitudes », cela n'aide « doublement pas », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse à l'occasion de la publication, ce mardi, du rapport trimestriel de cette institution basée à Bâle, en Suisse. Depuis son retour à la Maison-Blanche en janvier, le président des États-Unis Donald Trump a annoncé une série de droits de douane à l'égard de ses principaux partenaires commerciaux, mais il a soufflé le chaud et le froid quant à leur



mise en œuvre.

## Multiples incertitudes

Les multiples incertitudes quant à leur application ajoutent encore un peu plus à la fébrilité des marchés. « Nous sommes confrontés à un haut degré d'incertitudes sur plusieurs fronts », a prévenu Hyun Song Shin. Car aux incertitudes sur les politiques économiques, dont les droits de douane, s'ajoutent les incertitudes liées aux politiques budgétaires de plusieurs pays ainsi que celles relatives aux perspectives de croissance

économique et d'inflation. Le scénario de base de la BRI reste celui d'un « atterrissage en douceur de l'économie mondiale », a répété à plusieurs reprises son chef économiste. Cependant, ce climat incertain peut potentiellement avoir des répercussions sur différents pans de l'économie, qu'il s'agisse des dépenses des ménages qui vont hésiter à engager d'importantes dépenses ou encore des entreprises qui vont y regarder « à deux fois » avant d'investir ou embaucher.

(Avec AFP)



## Liste des événements à caractère économique de 2025

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
SECUREX WEST AFRICA SALON SUR LA SURETE, LA CYBERSECURITE, LA PROTECTION INCENDIE ET LA SECURITE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST	11 au 13 mars 2025	Lagos Land Mark Events Centre +234 805 333 33 33	Lagos Land Mark Events Centre
SALON DE L'ENERGIE ET DE LA TRANSFORMATION ENERGETIQUE	27 mars 2025	Abidjan +225 07 08 10 72 03 / 07 59 99 30 59 ykeconsulting@gmail.com fabrice.kouakou@gmail.com	YKE CONSULTING M. Fabrice KOUAKOU
SALON DU CREDIT ET DU FINANCEMENT DE COTE D'IVOIRE	27 au 29 mars 2025	Abidjan +225 07 08 95 48 42	N. CONCEPT-T M. TANO Kakou Fabrice Olivier
SALON DES OPPORTUNITES D'AFFAIRES, DE LA FRANCHISE	1er au 02 avril 2025	Abidjan +225 25 22 01 49 83 / 05 54 100 411 salonenfant@toutabidjan.com	MINDICI CORPORATION
SALON AFRICAIN DU BATIMENT ET DES METIERS	1er au 06 avril 2025	Hôtel Best Western Plus Douala Cameroun info@salonafribat.com koffopierre@yahoo.fr	AFRIBAT CAMEROUN
FOIRE DU MADE IN CÔTE D'IVOIRE (FOMCI)	02 au 06 avril 2025	Abidjan (Parc des expositions) +225 27 22 30 22 91	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE
SALON DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE (LELAB FISHERIES EXPO)	03 au 05 avril 2025	Abidjan +225 07 49 32 76 24 atsepatrickherve@gmail.com	M. ATSE PATRICK
GITEX AFRICA Le plus grand événement technique & start-up en Afrique	14 au 16 avril 2025	Marrakech Maroc +33 698730088 contact@internationalbo	GITEX AFRICA
SALON INTERNATIONAL DES INVENTIONS D'ABIDJAN (ABIDJAN INNOVA)	24 au 26 avril 2025	Abidjan (Treichville Palais de la Culture) +225 05 05 60 06 55 ondationafricainnova@gmail.com	FONDATION AFRICA INNOVA
FOIRE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES FIARA 2025	24 avril au 20 mai 2025	Dakar / Sénégal fiarasenegal.com +221 78 173 66 66 +221 78 192 99 99 fiarasenegal@yahoo.com fiarasenegal@gmail.com	Dakar / Sénégal fiarasenegal.com
6ème SALON INTERNATIONAL DE LA COSMETIQUE, DE LA BEAUTE, DE LA COIFFURE, DE LA PROPETE, DE LA MDD, DE L'EMBALLAGE ET DES INGREDIENTS	08 au 10 mai 2025	TUYAP FAIR CENTER Istanbul-Turkiye +90 533 484 30 30 www.beauty-istanbul.com	Centre d'exposition TUYAP
AFRICA CEO FORUM 2025	12 et 13 mai 2025	Abidjan / Côte d'Ivoire Africa CEO Forum 2025	IFC
4ème EDITION DU FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMEDIATION DU NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION (FONI 2025)	22 au 23 Mai 2025 Cotonou, Bénin	Sofitel Hôtel de Cotonou +229 01 44 05 00 00 +228 93 03 36 36 inscriptions@foni.africa www.foni.africa	AFRIK CREANCES
RENCONTRES AFRICA 2025	05 au 06 juin 2025	Lyon, Hôtel de région	Lyon, Hôtel de région
SALON FOOD & BEVERAGE AFRIQUE DE L'OUEST	10 au 12 juin 2025	The Landmark Centre Parcelle 2 et 3 Water Corporation Road Lagos Nigeria info@fab-westafrica.com Congo Brazaville	The Landmark Centre
RENCONTRE DES ENTREPRENEURS FRANCOPHONES 5è édition REF 2025	26 au 28 juin 2025		secretariat@unicongo.cg +242 06 841 04 07 / +242 06 629 59 06 www.unicongo.cg
SALON DES SENIORS 2025 Le plus grand événement de promotion et de valorisation des compétences des Seniors	07 au 09 août 2025	Palais des Congrès +229 01 97 89 92 62 +229 01 60 91 78 00 cchezvousbenin@gmail.com	CHEZ VOUS ENTREPRISE et L'ÉCONOMISTE DU BÉNIN
IATF 2025 La Foire Commerciale Intra Africain Salon Africain du Mobilier (SMOB)	04 au 10 septembre 2025 16 au 18 octobre 2025	Algiers / Algérie customerservice@intrafricaintradefair.com Tel WhatsApp : +277 644 30 401 salondumobilier@ay-wa.com www.salonafricaindumobilier.com	Algiers / Algérie customerservice@intrafricaintradefair.c om Salon Africain du Mobilier (SMOB)
10 ème EDITION SOMMET AFRICITÉS	1er au 05 décembre 2025	Le Caire, Egypte +212 537 26 00 62 / 63 www.africities.org www.uciga.org	Cité et Gouvernement Locaux Uni d'Afrique (CGLU)

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 01 60917800/0169190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com  
Site web : www.leconomistebenin.com

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Vous aurez la possibilité d'améliorer votre situation matérielle, à condition de garder les yeux et les oreilles grand ouverts : il y aura des occasions de placement très intéressantes à saisir au vol aujourd'hui. Soyez également prêt à tirer parti des changements imprévus dans votre environnement professionnel : le remplacement d'un collègue, par exemple, pourrait être l'occasion d'une nouvelle source de revenus.

**Taureau** Avec Vénus dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Méfiez-vous, cependant, si vous avez des décisions financières importantes à prendre : Uranus sera mal aspecté ; attention au manque de lucidité ou à l'impulsivité !

**Gémeaux** Cet aspect d'Uranus vous incitera à la prudence, qualité si nécessaire en ces temps difficiles. Soyez fourmi plutôt que cigale. "Tu pars pour un jour, emporte des biscuits pour deux jours. Tu voyages l'été, emporte tes habits d'hiver" (proverbe chinois).

**Cancer** Prudence, le terrain financier est miné ! Mars mal aspecté risque de semer la confusion. Mais tout ira bien si vous gérez sagement votre budget et ne prenez aucune initiative hasardeuse. En revanche, si vous commencez à envisager des opérations financières importantes, méfiez-vous : vous risquez de faire les mauvais choix.

**Lion** De sérieux problèmes risquent de se poser à vous si vous avez fait vos déclarations fiscales à la légère. Cela pourra aller de la simple rectification d'office à la vérification musclée qui vous mettra les nerfs en pelote.

**Vierge** La Lune bien aspectée vous offrira la possibilité d'améliorer vos revenus. Vous devrez pour cela investir ; mais n'hésitez pas, vos gains dépasseront de beaucoup votre mise initiale. Mais il serait prudent de consulter des spécialistes.

**Balance** Avec Saturne sous votre manche, la chance vous sourira aujourd'hui. Et si vous avez vécu une malheureuse expérience, une faillite par exemple, vous en sortirez plus audacieux et plus fort qu'avant !

**Scorpion** La planète Pluton vous forcera à reconnaître que votre prodigalité vous a conduit dans une voie sans issue. Mais il vous apportera en même temps les moyens de vous en sortir ; profitez-en vite !

**Capricorne** Attention aux opérations financières imprudentes ! Après avoir longtemps hésité, tergiversé, vous pourrez vous lancer subitement dans des transactions hasardeuses. Réfléchissez encore et prenez conseil.

**Sagittaire** Sous l'emprise de Pluton, vous aurez une terrible envie de gagner beaucoup d'argent et vite. Vous privilégieriez donc les spéculations, aux dépens des investissements. Et la chance soutiendra vos démarches.

**Verseau** Ce climat astral vous rendra plus sage en matière de finances. Vous serez moins enclin à dépenser beaucoup ou pour des choses d'une utilité douteuse. Et vous suivrez ce conseil de Caton le Censeur : "N'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire".

**Poisson** Vous n'aurez pas froid aux yeux. Vous serez plutôt excité à l'idée de prendre des risques. Ce qui ne vous empêchera pas de garder la tête sur les épaules et de savoir réaliser de bonnes transactions financières et des placements sûrs. De plus, misez au Loto : la chance sera peut-être de votre côté cette fois-ci ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

**Directeur Général**  
Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

**Administrateur Délégué**  
Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

**Directeur de Publication**  
TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

**Rédacteur en Chef**  
Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

**Rédacteurs**  
Hélène MARTELOT  
Nicole ESSO  
Junior AREDOLA  
Vivien ATAKPABEM  
Wilson LAWSON

**Directeur Commercial**  
Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

**Correcteur**  
Michel Yao AYEVA

**Graphiste**  
A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE

## La Commission

Département du Développement de l'Entreprise, des Mines,  
de l'Energie et de l'Economie Numérique

## Le Commissaire



## AVIS N° 0010/2025/AMI/DEMEN/UEMOA

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'ETUDES EN VUE DE LA  
CONCEPTION ET LA REALISATION D'UN SYSTEME REGIONAL D'INFORMATION  
SUR LE SECTEUR EXTRACTIF

1. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dans le cadre de l'exécution de son Budget 2025, envisage le recrutement d'un cabinet d'études pour la conception et la réalisation d'un système régional d'information sur le secteur extractif.

2. L'objectif général est d'améliorer la disponibilité de l'information statistique du secteur extractif de l'UEMOA en vue de faciliter sa transformation structurelle.

Pour ce faire, l'objet de la mission est de concevoir et réaliser un système régional d'information comme outil stratégique de transformation structurelle du secteur extractif de l'UEMOA, en alignement avec le Plan stratégique 2025-2030 de la Commission.

3. De façon spécifique, la mission du Cabinet d'études consiste à :

- Concevoir une architecture du système alignée sur les objectifs de transformation structurelle définis dans le Plan stratégique 2025-2030 de la Commission, notamment en matière de valorisation des ressources extractives et de développement des chaînes de valeur régionales ;
- Proposer un dispositif permettant le suivi efficace des chaînes de valeur régionales du secteur extractif, notamment à travers la collecte et l'analyse de données relatives à l'ensemble des maillons d'activités dudit secteur, depuis l'exploration jusqu'à la commercialisation ;
- Développer une approche intégrée pour répondre aux besoins spécifiques des différents acteurs publics (administrations, institutions régionales, etc.) et privés (entreprises minières, transformateurs, fournisseurs de biens et services, etc.) afin de dynamiser le développement du secteur extractif ;
- Définir les mécanismes de partage et de valorisation des données entre États membres, en cohérence avec les objectifs d'intégration régionale ;
- Tenir compte des objectifs de modernisation de la gouvernance institutionnelle de la Commission dans la proposition du dispositif à mettre en place.

4. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de six (06) mois.

5. En vue de la constitution de la liste restreinte et pour une Demande de Propositions ultérieure, le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite les Cabinets d'études à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.

6. Les Cabinets d'études intéressés sont invités à produire, dans leurs dossiers de manifestation d'intérêt, toutes références et documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises pertinentes, en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (brochures, références concernant l'exécution des contrats analogues, attestations de bonne exécution, moyens matériels, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des compétences nécessaires, etc.).

7. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

8. L'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux règles et procédures définies par la réglementation en vigueur à l'UEMOA, notamment le Règlement d'exécution n°001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020 relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des Organes de l'UEMOA.

9. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du Consultant, l'expérience spécifique et la connaissance de l'espace communautaire (expérience dans les Etats membres de l'UEMOA) sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - Expérience générale du Consultant	30
2 - Expérience spécifique du Consultant	60
3. Connaissance de l'espace communautaire (expérience dans les Etats membres de l'UEMOA)	10
<b>Total des points</b>	<b>100</b>

10. Pour tous renseignements, veuillez contacter :

- Lénaboua COULIBALY - Tél. : +226 25 42 51 10, Email : lcoulibaly@uemoa.int;
- Pauline P. CRESPIN - Tél. : +226 25 42 50 60, Email : ppcrespin@uemoa.int.

Aux jours et heures suivants :

- Du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 13 H 30 mn à 16 H 30 mn ;

11. Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4 et fournies en trois (03) exemplaires dont un original, ainsi que la version numérique sur une clé USB, le tout dans une enveloppe, peuvent être envoyées par la Poste ou déposées au service courrier de la Commission de l'UEMOA à l'adresse suivante : 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 BP 543 Ouagadougou 01- BURKINA FASO, au plus tard le **mardi 18 mars 2025 à 09 H 00 mn précises, heure locale**.

L'enveloppe contenant la Manifestation d'intérêt devra être scellée et porter visiblement la mention : « **Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Cabinet d'études en vue de la conception et la réalisation d'un système régional d'information sur le secteur extractif** ».

**Cette enveloppe doit porter clairement la mention : "A OUVRIR UNIQUEMENT EN PRESENCE DU COMITE D'EVALUATION"**

12. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures 00 mn dans la salle de réunion du 1<sup>er</sup> étage du Complexe administratif sis à Ouaga 2000.

Les candidats désireux peuvent prendre part à ladite séance d'ouverture des plis ou se faire représenter à travers un mandat officiel.

Le Commissaire chargé du Département  
du Développement de l'Entreprise, des  
Mines, de l'Energie et de l'Economie  
Numérique

**Paul Koffi KOFFI**



**Entreprenariat****Le Togo intensifie ses efforts pour l'inclusion des femmes**

Le gouvernement togolais poursuit sa démarche d'inclusion économique et administrative des femmes entrepreneures, en lançant une opération foraine de délivrance de cartes d'identité nationale. Depuis le 11 mars 2025, cette initiative, qui se déroule au grand marché d'Adawlato, vise à faciliter l'accès à ce document indispensable pour les commerçantes et les travailleuses du secteur informel.

Cette action, menée par le ministère de la Sécurité et de la Protection civile en partenariat avec l'Établissement Public Autonome pour l'Exploitation des Marchés de Lomé (EPAM), a pour objectif de rapprocher les services administratifs de la population, en particulier des femmes évoluant dans l'informel. La campagne, qui se poursuit jusqu'au 13 mars 2025, permet aux bénéficiaires de recevoir leur carte d'identité en seulement 48 heures, un délai bien plus court que les 15 jours habituels. Somialo Potcholi-Kadja, directrice générale de l'EPAM, a souligné l'importance de cette initiative, qui va au-delà de la simple délivrance de documents administratifs. Elle permet de faciliter l'accès aux services bancaires et renforce la participation des femmes dans l'économie

formelle, notamment dans les transactions financières. Ce processus s'inscrit dans une stratégie globale visant à améliorer l'autonomisation économique des femmes au Togo. Il est essentiel de rappeler que, selon le rapport du projet d'identification biométrique WURI du ministère de l'Économie numérique et de la Transformation digitale, en 2022, seulement 460 000 femmes possédaient une carte nationale d'identité, soit presque la moitié de celles des hommes (environ 866 000). Ce faible taux de couverture freine l'accès des femmes au crédit bancaire, aux services numériques et aux opportunités de commerce international, des facteurs clés pour leur développement économique. En facilitant l'accès à ce document fondamental, le Togo fait un pas important vers une meilleure inclusion des femmes dans le secteur formel et leur donne les outils nécessaires pour élargir leur participation économique.

Hélène Martelot

**Agoè-nyivé****Le registre des chefs coutumiers de la préfecture actualisé**

Une séance d'actualisation du registre des chefs coutumiers de la préfecture d'Agoè-Nyivé s'est déroulée le mardi 11 mars dans la localité.

La rencontre est initiée par le préfet d'Agoè-Nyivé, Dr Tinaka Kossi et la direction de la chefferie coutumière. Elle a connu la présence des six chefs cantons de la préfecture et leurs secrétaires. L'objectif est d'enregistrer tous les chefs coutumiers et leurs villages afin de réorganiser et redynamiser cette couche traditionnelle. Au cours de la rencontre, les chefs cantons ont présenté leurs décrets de nomination et les chefs de village, leurs arrêtés de reconnaissance pour une actualisation du registre. Le représentant du pouvoir central



a souligné que cette initiative est d'une importance capitale aux yeux du chef de l'État pour mieux interagir avec la chefferie traditionnelle pour l'épanouissement des populations à la base. Le commissaire divisionnaire, Vondoli Kodjo Djidonou a renchéri

en soulignant que c'est dans cette optique que le ministère en charge l'Administration territoriale a changé de dénomination en intégrant la chefferie coutumière afin de lui donner plus de valeur.

ATOP/ASA/SED

**Coopération entre le Togo et les agences onusiennes****Le ministre Kouigan a échangé avec Mme Coumba Sow sur le renforcement de la communication**

Le ministre de la Communication, des Médias et de la Culture, porte-parole du gouvernement, Mme Yawa Kouigan s'est entretenue, le lundi 10 mars à Lomé, avec la coordonnatrice résidente du Système des nations unies au Togo, Mme Coumba Sow sur la coopération entre le Togo et les agences onusiennes, notamment dans le secteur de la communication et de l'information.

Les échanges entre les deux personnalités ont essentiellement porté sur les avancées du Togo en matière de gouvernance et d'égalité des genres et sur la nécessité de renforcer la communication autour des réalisations du gouvernement, tout en luttant contre la désinformation. La diplomate onusienne a, à cet effet, salué la récente nomination paritaire, par le chef de l'État, Faure Gnassingbé, de dix femmes et dix hommes au Sénat, comme un jalon supplémentaire vers plus d'inclusion des femmes dans les instances de décision. La coordonnatrice résidente a également relevé la communication dynamique qui accompagne l'action publique, en vue d'une meilleure compréhension des politiques gouvernementales et de leur impact positif sur les populations. Mme Coumba Sow a réitéré l'engagement du Système



des nations unies à poursuivre son accompagnement avec le Togo pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). Elle a exprimé la volonté de son institution d'apporter son appui technique au ministère surtout sur les enjeux liés à l'Intelligence artificielle (IA). Le ministre Kouigan a exprimé sa gratitude pour l'appui constant des Nations unies au Togo, aux actions publiques menées en faveur des citoyens. Elle a également relevé la maturité crois-

sante de la presse togolaise et a réaffirmé sa détermination à œuvrer, avec le soutien des partenaires, au renforcement du paysage médiatique et communicationnel du pays. Le porte-parole du gouvernement a insisté sur l'importance de doter les acteurs de l'information d'outils et de compétences leur permettant de s'adapter aux évolutions technologiques afin de jouer pleinement leur rôle dans la consolidation d'un espace médiatique responsable.

Avec ATOP/DHK

**Opportunités !!!**

**Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.**

**Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.**

**Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.**

**Le Togo en chiffres****DEVELOPPEMENT ET INEGALITES**

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

\* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).  
\*\* Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

**SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE**

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

**INFRASTRUCTURES**

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (BAfD, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'Internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

\* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

**Classements d'indicateurs de gouvernance**

Transparency international 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180



1<sup>er</sup> Le Togo est le 1<sup>er</sup> exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).

● Source : [tresor.economie.gouv.fr](https://tresor.economie.gouv.fr)

campagne 09x90.pdf 1 23/02/2023 13:27:13



# La vraie 65cl c'est Nous!



**600\***  
**FCFA**  
**BOUTEILLE**

**65 CL**

\*L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ À BOIRE AVEC MODÉRATION \* PRIX DE VENTE AU DÉTAIL CONSEILLÉ, LA BOUTEILLE DE 65 CL



BRASSERIE BB LD ME S.A  
LE LABEL QUALITÉ

[www.bbldme.com](http://www.bbldme.com)

